

Si nous voulons défendre nos intérêts, c'est à partir du lieu de travail

Nous devons faire face à l'offensive la plus puissante depuis 1989. Elle a commencé avec les mesures « anticrise » des entreprises en 2008-2009, continué ensuite avec la croisade du gouvernement contre les salaires du secteur public l'année dernière, et on atteint enfin un sommet avec les réformes de cette année, dont la plupart ont déjà été adoptées de fait.

Cette offensive gouvernementale se poursuivra dans le long terme et elle aura des conséquences à deux niveaux pour les travailleurs. Il y aura d'abord une baisse brutale de notre niveau de vie (hausse des prix causée par l'augmentation de la TVA, etc.). Mais il ne s'agit pas seulement d'argent. Travailler en contrat à durée indéterminée restera possible, mais pour un nombre toujours plus grand d'entre nous, ce qui nous attend, c'est la précarité des conditions de travail (intérim, contrats à durée limitée, etc.). Ces mesures ont eu et auront un objectif politique évident : renforcer le pouvoir du patronat et rendre aussi difficile que possible la défense collective des intérêts des prolétaires. Pour le dire autrement : il s'agit de modifier le rapport de forces entre travail et capital, au profit de ce dernier, et pour longtemps.

Les manifestations, ça ne suffit pas. Et inutile de compter sur les syndicats.

Aujourd'hui, alors que nous sommes venus manifester, la plupart des réformes ont déjà été adoptées (ou sont en passe de l'être à peu près certainement). Il ne faudrait pas nous leurrer nous-mêmes – le pouvoir a réussi à atteindre tous ses objectifs. C'est vrai : les manifestations auxquelles nous avons participé depuis septembre dernier ont réuni beaucoup de monde dans les rues et c'était encourageant, mais elles ont aussi suscité la dangereuse illusion qu'elles suffisaient pour faire changer les choses. Elles ne le pouvaient pas. Et maintenant pas davantage.

Il faut bien le reconnaître : ces manifestations n'ont absolument pas effrayé le gouvernement. Des places noires de monde ne peuvent pas faire de tort à l'économie – or les pertes causées par nos arrêts de travail constituent précisément le seul argument auquel le capital et l'état soient sensibles.

Les syndicats ne pourraient même pas rêver à une mobilisation sur les lieux de travail (au cas où cela viendrait l'esprit des dirigeants syndicaux). Mon dieu, comment les syndicats pourraient-ils même avoir une telle ambition ? Cela fait des années que les syndicats, main dans la main avec le patronat, ont tout fait pour que règne l'obéissance passive dans les ateliers. Est-ce que par hasard, d'une façon ou d'une autre, ils auraient profité de la période d'avant 2008 - alors que les entreprises manquaient de main d'œuvre - pour obtenir par la grève aussi bien des hausses de salaires pour les salariés, qu'une prise de conscience collective de leur propre force et de leur confiance en eux (et dont nous avons tant besoin aujourd'hui) ? Pas du tout ! Même en décembre dernier, avant la grève dans le secteur public, les syndicats appelaient leurs adhérents à ne pas faire de l'agitation sur les lieux de travail, pour ne pas gêner les patrons !

Inutile d'en dire plus sur les syndicats. Inutile de s'offusquer du rôle qu'ils jouent. Les syndicats considéreront toujours et avant tout les entreprises et l'état comme des partenaires avec lesquels il faut s'entendre pour maintenir la paix sociale - pour eux, des travailleurs mobilisés représentent surtout une menace pour leur propre statut.

Cet échec, c'est d'abord le nôtre. Nous ne pouvons rien attendre d'autre des syndicats, mais nous pouvons faire mieux.

Une voie difficile, mais la seule possible : l'auto-organisation et la politisation sur le lieu de travail.

Quoi d'autre ? Ce que propose la société civile de gauche : un référendum pour abroger ensuite les réformes. (Et nombreux sont ceux qui ont commencé à préparer un tract électoral du genre : « Votez social-démocrate/communiste, le gouvernement de gauche va tout arranger ! »)

Là aussi, c'est une impasse, tout comme l'illusion précédente qu'on peut arracher quoi que ce soit en se contentant de rassemblements en place publique. C'est encore une façon de s'imaginer qu'on pourra faire l'économie de la bataille décisive, sur le lieu de travail, là où nous créons le profit pour les entreprises ou l'état, là aussi d'où part tout ce qui met la société toute entière en mouvement.

Ne commettons pas deux fois la même erreur.

Jusqu'à présent notre impuissance actuelle face au pouvoir et au patronat résulte de notre faiblesse sur le lieu de travail ; alors que c'est de là seulement que peut provenir notre force potentielle.

S'agit-il d'un chemin long et difficile ? Sans aucun doute. Mais c'est le seul qui puisse être efficace. Car finalement - malgré bien des erreurs (antagonisme avec les autres travailleurs) - le seul mouvement social qui a pu remporter une victoire l'an dernier - grâce aussi sans doute à ses particularités - c'est bien celui des médecins. Pour une raison primordiale : il menaçait le bon fonctionnement des opérations sur le lieu de travail.

C'est précisément du lieu de travail qu'il faut partir. Il ne suffit pas de ramasser des tracts ou d'aller écouter des discours dans les manifs. Il faut parler avec les collègues de travail, entrer en contact avec ceux qui « veulent faire quelque chose », ne pas se décourager à l'avance, être à l'affût des occasions qu'il serait possible de créer collectivement, soigneusement et en toute prudence.

Ce que nous voulons :

Au mieux, nous pouvons au moins récupérer dans les poches des patrons une bonne part de ce que l'état nous a pris. Et au pire, nous pouvons préparer la riposte collective qui sera nécessaire si les entreprises amorcent un second round de mesures « anti-crise ».

Quoi qu'il en soit, notre auto-organisation sur les lieux de travail n'aura de sens que si elle est fondée sur une autonomie politique qui affirme (à la différence des syndicats) que la seule chose que nous ayons en commun avec le patronat et l'état, ce sont des intérêts contraires. Nous n'avons pas à nous préoccuper de savoir si nos revendications sont conformes aux besoins et aux humeurs des entreprises et de l'économie nationale (nos besoins à nous, ils s'en fichent). Ce qui doit nous intéresser d'abord, c'est de savoir si ce que nous réclamons correspond bien à nos besoins et à notre force réelle - vient ensuite la question de savoir comment nous renforcer et comment rester aussi unis que possible. Ne mettons en avant que nos intérêts propres, de classe. (C'est bien ce que font l'état et les entreprises, non ?)

Les enjeux sont trop importants... et ni les syndicats, ni la société civile, ni les politiciens ne peuvent être considérés comme les représentants de nos intérêts propres. En tant que travailleurs, nous ne pouvons compter que sur notre pouvoir propre, lequel doit s'enraciner sur le lieu de travail et trouver sa source dans l'autonomie ouvrière et politique, dans les ateliers, les usines, les hôpitaux ou les bureaux.

Des manifestations ? Ça ne suffit pas. Un référendum ? Des élections ? Autant d'impasses. Il faut partir du lieu de travail, c'est là que se trouve notre force potentielle.

*Kolektivně proti kapitálu (KPK) Mouvement Communiste, 18. října 2011
protikapitlu.org*